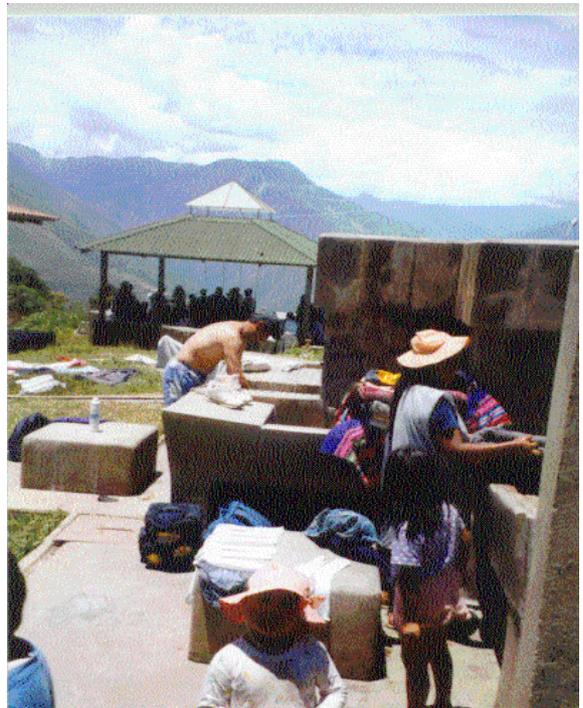


**Partenariat avec les personnes
-vivant dans l'extrême pauvreté,
-partenaires absents du développement durable**

*Intervention au Sommet Mondial sur le
Développement Durable,
Johannesburg, Afrique du Sud, 2002*



Lavoir public, Bolivie.

Mouvement International ATD Quart Monde
107, av. du Général Leclerc
95480 Pierrelaye, FRANCE
atdint@atd-quartmonde.org

Table des matières

Introduction

Chapitre I : Introduction du « Partenaire Absent » au sein de l'approche du développement durable

Qu'est-ce que l' « extrême pauvreté » et qui sont les « plus pauvres » ?

Chapitre II : Ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté peuvent contribuer au développement durable

Utiliser l'expérience et le savoir des plus pauvres

Éliminer les désaccords existant entre de multiples intervenants

La participation au processus de décision comme gage de durabilité

Chapitre III : Conditions et principes directeurs à utiliser pour forger des partenariats avec les plus pauvres

A. Burkina-Faso : l'aide aux familles en milieu rural et agricole

B. Guatemala : des femmes cherchent à se procurer un logement décent par le biais du microcrédit

C. États-Unis : les habitants d'une région rurale enseignent à d'autres ce qu'ils ont appris sur le développement

D. Bolivie : l'accès à l'eau

E. Les leçons apprises : quelles conditions pour un partenariat avec les plus pauvres ?

Conclusion

Auteurs : Naomi Zuk, Xavier Godinot, Diana Skelton, Thierry Viard, Nicolaas Tweehuijsen
Traducteur : Anne Vincent

« Là où les hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »

-- Père Joseph Wresinski (1917-1988), fondateur d'ATD Quart Monde

Le Mouvement International ATD Quart Monde est une organisation non-gouvernementale qui rassemble des personnes et des organisations s'engageant à épauler les plus pauvres dans leurs efforts pour s'affranchir eux-mêmes de l'extrême pauvreté. Il a été fondé en 1957 par le Père Wresinski, dont la famille avait vécu dans une grande pauvreté. Les équipes de volontaires d'ATD Quart Monde sont actuellement présents dans 30 pays d'Asie, d'Europe, d'Afrique et des Amériques*, et ont des correspondants dans plus de 100 pays par l'intermédiaire du « Forum permanent sur l'extrême pauvreté à travers le monde », un réseau destiné à l'échange d'informations au sujet de la lutte contre la pauvreté.

Le Mouvement ATD Quart Monde n'est affilié à aucun parti politique ni à aucune religion. L'idéal unissant ses membres est d'assurer un respect universel de la dignité humaine pour tous. Les financements d'ATD Quart Monde proviennent principalement de particuliers et, à une moindre mesure, de concours publics, étatiques et inter-étatiques. La ressource la plus importante dont bénéficie ATD Quart Monde lui est procurée par le temps et la créativité de ses membres.

Journée internationale de lutte contre la misère. Elle prend place chaque année le 17 octobre et a fait l'objet d'une proclamation spéciale par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1992. Organisée pour la première fois en 1987 par ATD Quart Monde, elle fait l'objet de nombreuses manifestations coordonnées par des ONG désireuses de convier le grand public à entendre la voix des plus démunis et d'encourager chacun à renouveler son effort de lutte contre la misère et de défense des Droits de l'Homme.

Des informations plus détaillées sont disponibles à : www.atd-quartmonde.org

* Afrique et Océan Indien	Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar, Île Maurice, Centrafrique, Sénégal, Tanzanie
Amérique Latine, Caraïbes	Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Pérou
Amérique du Nord	Canada, États-Unis d'Amérique
Asie	Philippines, Thaïlande
Europe	Allemagne, Belgique, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suisse
Océanie	Australie

Introduction

Au mois de mars 2002, à Monterrey (Mexique), s'est tenue la Conférence Internationale sur le Financement du Développement au cours de laquelle un groupe important de chefs d'Etat venus du monde entier avaient comme principaux objectifs de traiter les questions de la mondialisation, de la réduction de la pauvreté et du développement durable. Pour séparer les personnalités participants à la conférence d'un vaste bidonville situé sur la rive opposée de la rivière asséchée qui longe le centre de congrès, un mur de trois mètres de haut avait été construit. Coïncidence fâcheuse, c'est lors de ce congrès que James D. Wolfensohn, président du Groupe de la Banque mondiale, mentionna l'existence d'un mur imaginaire séparant les riches des pauvres et déclara « Il n'existe pas de mur. Il n'y a pas deux mondes, mais un seul. C'est ici, à Monterrey que nous devons nous débarrasser de ce mur une fois pour toutes. »¹

C'est aussi dans le cadre de la conférence de Monterrey qu'une proclamation, semblable aux appels de l'Agenda 21 et du Sommet du Millénaire, appelait à établir des partenariats qui reconnaissent à chaque être humain le droit d'assumer le contrôle de sa vie et de se donner les moyens d'effectuer des changements positifs pour lui-même, sa famille, ses proches, et, au bout du compte, pour le monde. Pourtant, le mur imaginaire dont il était question est bien réel.

Le Mouvement International ATD Quart Monde partage les sentiments exprimés dans le cadre d'Agenda 21, de la Déclaration du Millénaire et d'autres déclarations et conférences ayant pour mission de supprimer la pauvreté et de travailler à la promotion du développement durable. ATD Quart Monde espère également que le Sommet de Johannesburg sera, selon le souhait de M. Halifa Drammeh, chef de délégation pour le PNUE, un « sommet de mise en œuvre de ... partenariats... [et] de justice... Le Sommet de Rio en 1992, avait été consacré à l'environnement et au développement. Il y manquait le maillon de la justice. »²

La réussite de ce Sommet et de l'objectif du développement durable dépend essentiellement de notre aptitude à abattre le mur d'incompréhension, de crainte et de mépris érigé entre les très pauvres et le reste de la Société. La communauté internationale appelle à détruire ce mur, comme on a pu le constater lors de la toute dernière réunion du Comité Préparatoire à Bali :

Une approche ouverte et participative à la prise de décision [a été] jugée essentielle pour l'accomplissement des objectifs de développement durable. [...] Les ministres ont convenu qu'il était nécessaire de s'assurer de la participation des principaux groupes et intervenants dès les premières étapes du processus de création de partenariat pour obtenir des initiatives transparentes et pleinement participatives³.

L'expérience d'ATD Quart Monde lui a permis d'affirmer la nécessité que les intervenants associent les groupes qui vivent dans l'extrême pauvreté, dès les toutes premières étapes et tout au long du processus de mise en œuvre. L'enjeu pour ces groupes est énorme car ils n'ont pratiquement aucun moyen de se prémunir contre les menaces sanitaires dues à la dégradation de l'environnement et aux conditions dans lesquelles ils tentent de trouver des moyens d'existence.

¹ James D. Wolfensohn, allocution prononcée durant la Séance plénière, Financement du développement (Monterrey, Mexique : 21 mars 2002).

² Halifa Drammeh, « The World Summit on Sustainable Development: Key Challenges and Choices », Déclaration du Programme des Nations Unies pour l'environnement lors du Sommet des ONG du sud sur le développement durable (Alger : 16-17 mars 2002).

³ A/CONF.199/PC/CRP.3, Segment ministériel de haut niveau, Quatrième session du Comité Préparatoire pour le SMDD (Bali, Indonésie : 27 mai-7 juin 2002), paragraphes 13 et 17.

Comment faire pour détruire ces murs, pour inclure au nombre des bâtisseurs du développement durable les gens qui sont le plus souvent exclus du dialogue, jusque dans leurs propres quartiers ? Aussi clair soit-il, le processus n'est pas aisé. Il commence par l'élaboration d'une relation avec les groupes concernés et avec ceux qui vivent et travaillent en solidarité avec eux.

- La première partie du présent document, « Introduction du 'Partenaire Absent' au sein de l'approche du développement durable » définit l'identité des hommes et des femmes vivant en situation d'extrême pauvreté, et explique pourquoi ils doivent être considérés comme des partenaires essentiels dans la lutte en faveur de l'accès de tous au bien-être social et environnemental.
- La deuxième partie, « Ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté peuvent contribuer au développement durable », prend l'exemple d'un projet de développement en Afrique orientale, qui a négligé de prendre en compte le savoir des plus démunis, et démontre clairement la nécessité d'établir un partenariat avec les plus pauvres au cœur des projets de développement durable. Elle propose des principes directeurs pour la mise en place de ces partenariats.
- La troisième partie, « Conditions et principes directeurs à utiliser pour forger un partenariat avec les plus pauvres », tire les conclusions de projets réels : en Afrique occidentale, un projet encourage des jeunes vivant dans la rue à repartir vers la campagne apporter leur soutien à leurs familles ; en Amérique Centrale, des femmes utilisent le microcrédit pour s'acheter un terrain ou un logement ; en Amérique du Nord, les habitants d'une région rurale, victimes d'un développement abusif partagent leurs expériences avec des populations d'autres pays ; finalement, en Amérique du Sud, l'accès d'un groupe de population rurale au réseau public de distribution d'eau courante a été amélioré.

Chapitre I :

Introduction du « Partenaire Absent » au sein de l'approche du développement durable

Le Sommet Mondial pour le Développement Durable représente une opportunité importante : il permet de revigorer les efforts en faveur du développement durable à différents niveaux et de répondre aux défis nouveaux qui sont apparus depuis 1992. La Déclaration de Rio, la mise en œuvre de l'Agenda 21 et les objectifs de développement du Sommet du Millénaire fournissent une base solide pour une action future. Il convient de souligner le lien incontournable existant entre les trois pôles, social, économique et environnemental, du développement durable. Nous sommes en droit d'espérer que le Sommet sera un sommet de mise en œuvre pratique, car il existe un besoin urgent de combler l'écart observé entre les engagements et les actions concrètes. Ce Sommet devrait également être celui du partenariat, dans la mesure où cette concrétisation repose sur la mise en place d'un partenariat local, régional et mondial, entre pouvoirs publics, organisations et tous les intervenants. Mais comment rendre compatibles tous ces différents objectifs ? Quels principes guideront la communauté internationale et les différents intervenants tout au long du processus de prise de décisions ?

Durant les mois qui ont précédé le Sommet de Johannesburg, nous avons clairement observé un plus grand effort pour établir des partenariats dans la mise en œuvre du développement durable. Cependant, la plupart des partenariats proposés concernent la coopération à établir entre des états membres, des organismes internationaux et des organisations de la société civile, qui sont effectivement des partenariats crédibles et importants. Il manque l'élément le plus important afin de réellement forger des partenariats de mise en œuvre : la création de partenariats réels, à long terme et efficaces avec les très pauvres, dans leur milieu de vie.

Nous exprimons notre accord complet avec la déclaration du Secrétaire général des Nations Unies : « L'approche fondée sur les droits de l'homme est tout à la fois appropriée et séduisante, car elle établit des principes universellement reconnus pour présider à l'agenda du développement ». ⁴ Le Conseil de l'Europe, dont les 43 états-membres regroupent désormais la quasi-totalité de l'Europe géographique, favorise également une telle approche participative du développement et de plus appelle à une stratégie privilégiant plus fortement les Droits de l'Homme:

L'approche fondée sur les Droits de l'Homme demande que nous ayons les bonnes priorités dès le départ ; elle affirme que notre objectif primordial est le bien-être de l'être humain, et non pas la croissance économique en tant que telle. [...] Pour certains de nos états-membres en Europe centrale et en Europe orientale, la transition économique s'est accompagnée de l'appauvrissement d'importants segments de population. Il semble qu'il s'agisse d'un exemple classique de concentration sur la politique économique au détriment de la politique sociale. [...] L'expérience nous a appris que la croissance économique n'est pas viable à long terme si l'on en néglige les conséquences environnementales. Il nous faut comprendre maintenant qu'une société qui ne se préoccupe ni de justice économique ni de justice sociale ne sera pas plus viable. ⁵

La justice économique et sociale exige l'inclusion des plus pauvres dans le processus de développement et l'élimination de la pauvreté extrême.

⁴ Cité dans la déclaration de John Murray, Directeur du Département de politique sociale, Conseil de l'Europe, « Thème prioritaire : l'intégration de la politique sociale et économique », à la Commission de l'ONU pour le développement social (New York, NY : février 2002).

⁵ Idem.

• Qu'est-ce que la « pauvreté extrême » et qui sont les plus pauvres ?

La pauvreté était un thème incontournable lors de la préparation du Sommet de Johannesburg. Les termes « pauvreté absolue », « pauvreté aiguë » et « pauvreté profonde » sont tous utilisés par la communauté internationale. Et pourtant, ils ne représentent souvent qu'une définition strictement économique de la pauvreté. Seule une définition plus détaillée permet d'aboutir à une compréhension claire des pires formes de pauvreté.

L'extrême pauvreté demeure une réalité des pays riches comme des pays pauvres, et ses caractéristiques universelles doivent être reconnues et prises en compte pour toute initiative durable de développement. Bien que l'exemple fourni ci-après provienne de Tanzanie, il démontre clairement la situation d'isolation sociale, et souvent physique, qui distingue la pauvreté extrême à travers le monde. Il fait également apparaître les obstacles multiples et interdépendants que doivent affronter ceux qui souffrent le plus de l'exclusion.

Un volontaire permanent d'ATD Quart Monde basé en Tanzanie, qui travaille avec les jeunes démunis vivant dans les rues de Dar-es-Salaam, se rendait à son travail un jour lorsqu'il découvrit un groupe de familles inconnues du reste de la population et des institutions locales. Ces familles vivaient sur une plage à l'intérieur de bateaux échoués devant être envoyés à la ferraille. Il n'était possible de leur rendre visite qu'à marée basse. Après plusieurs visites, ce volontaire réussit à se faire introduire auprès d'autres personnes squattant ces structures abandonnées. Un grand nombre des enfants qui y vivaient avaient été renvoyé de centres d'accueil pour enfants des rues, trop surchargés. Certains adultes survivaient de la vente de mazout dérobé dans une raffinerie voisine. L'un des hommes avait subi trois accès de fièvre typhoïde et de paludisme en un mois. Il décrivait ainsi ses efforts pour trouver un emploi régulier :

J'avais travaillé toute une journée en échange d'un seul repas. Quelqu'un m'a même convaincu de travailler gratuitement, en faisant miroiter la possibilité d'une embauche si je travaillais bien. ... Les autres racontent que nous sommes satisfaits de vivre ici, mais qu'en savent-ils vraiment ? Est-ce qu'ils savent que nous rêvons d'habiter dans une vraie maison ?

Dans les pays plus développés économiquement, les plus pauvres vivent en général dans la précarité depuis leur naissance. De leurs familles, ils ont hérité la pauvreté, l'illettrisme, l'exclusion et une situation de crise permanente. Un grand nombre ont passé tout ou partie de leur enfance dans des structures d'accueil. Beaucoup de parents se sont vu retirer leurs enfants par l'administration ou se battent depuis des années pour conserver la garde de leurs enfants. En Grande-Bretagne, par exemple, des enfants peuvent même être déclarés adoptables en dépit de la volonté de leurs parents, si ceux-ci sont considérés inaptes à la condition parentale, ce qui est souvent supposé être le cas lorsque les parents doivent affronter les conséquences de la lutte contre la pauvreté persistante. Pour ces familles, la pauvreté ne se limite pas à subsister sur une somme inférieure à un montant journalier déterminé. L'extrême pauvreté est plus profonde et touche tous les aspects de la vie, comme en ont témoigné de nombreuses familles pauvres en Grande-Bretagne au cours d'un récent « Policy Forum »⁶ à Londres :

*La pauvreté ... c'est n'avoir ni éducation, ni aptitudes, ni travail, et n'avoir aucune valeur.
C'est dormir dans un lit qui a appartenu à quelqu'un d'autre,
Porter des vêtements d'occasion et devoir en être reconnaissant.
C'est ne pouvoir choisir ni notre quartier, ni l'école de nos enfants, ni le type de travail que nous pouvons obtenir.*

⁶ Des « Policy Forums » mensuels, organisés par ATD Quart Monde au Royaume-Uni, réunissent des personnes disposant d'une expérience personnelle de la pauvreté, ainsi que des présentateurs ou des participants délégués par d'autres organisations à but non lucratif. Ces débats portent sur tout un ensemble de sujets affectant la situation des personnes vivant dans la précarité. Ils fournissent un contexte permettant l'instauration d'un dialogue avec les responsables politiques et d'autres experts en la matière.

C'est avoir besoin d'aide, mais avoir trop peur d'être déclarée mère inapte pour oser demander.

C'est toujours devoir recommencer à raconter ma vie tout entière, simplement pour recevoir ce à quoi j'ai droit.

C'est être traité comme rien, moins que rien, et l'accepter.

C'est aller partout à pied, quel que soit le temps, tout le temps.

C'est attendre le jour où les enfants seront assez grands pour quitter l'assistance publique et pourront me retrouver.

C'est me demander ce que j'ai bien pu faire pour mériter une vie pareille.



Participants à un « Policy Forum » au Royaume-Uni.

Qu'il s'agisse de la Tanzanie ou de la Grande-Bretagne, avant tout, ce que les familles vivant au sein de l'extrême pauvreté évoquent le plus c'est l'absence totale de choix dans tant d'aspects de leur vie. Pour eux, l'extrême pauvreté signifie l'absence de liberté, l'absence des moyens d'assumer leurs responsabilités, le mépris qu'ils doivent subir en conséquence.

L'extrême pauvreté est pluridimensionnelle, tout comme le développement durable. Elle se caractérise par une accumulation et une interdépendance des insécurités multiples qui sont tout à la fois la cause et la

conséquence des conditions dans lesquelles vivent ces familles. Les nombreuses insécurités de la vie comprennent : la faim et la malnutrition, l'absence de revenu ou des ressources insuffisantes pour garantir des moyens d'existence viables, la vie de sans-abri ou dans des conditions de logement inadéquates, l'exposition à une situation environnementale dangereuse et des taux élevés de morbidité et de mortalité causés par des maladies qui pourraient être soignées dans d'autres conditions.

On a offert différentes définitions destinées à permettre un meilleur ciblage et une meilleure prise en charge des populations pour lesquelles ces stratégies sont établies. La définition suivante, qui a été adoptée par plusieurs états et la communauté internationale, offre une vision claire du cycle de pauvreté et des moyens de la vaincre :

L'absence de sécurité de base signifie l'absence d'au moins l'un des facteurs qui permettent, au niveau individuel et familial, d'assumer des responsabilités essentielles et de jouir des droits fondamentaux. La portée d'une telle situation peut varier ; ses conséquences peuvent différer en termes de gravité et peuvent se trouver plus ou moins irréversibles. L'absence de sécurité de base conduit à la pauvreté chronique lorsqu'elle affecte simultanément plusieurs aspects de l'existence, lorsqu'elle est prolongée, et lorsqu'elle compromet sérieusement les chances des personnes considérées de pouvoir à nouveau disposer de leurs droits et de recommencer à assumer leurs responsabilités dans un avenir proche.⁷

Il est nécessaire de souligner plus particulièrement l'un des principaux aspects de l'extrême pauvreté: lorsque des individus, des familles ou des groupes de population se retrouvent dans une situation telle que « leurs chances d'assumer leurs responsabilités dans un avenir proche sont sérieusement

⁷Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies 53/146 et Résolution de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies 1996/23, sur l'adoption du *Final Report on Human Rights and Extreme Poverty*, présenté par le rapporteur spécial Leandro Despouy (E/CN.4/Sub.2/1996/13). Depuis 1996, le travail des Nations Unies dans les domaines des Droits de l'Homme et de l'extrême pauvreté s'est poursuivi avec la nomination d'une experte indépendante, Madame Anne-Marie Lizin.

compromises », il est fréquent qu'on leur reproche leur manque de participation. On les blâme alors de vivre dans des conditions aussi misérables et on les soupçonne de se laisser aller. Ces perceptions erronées au sujet des populations vivant en situation d'extrême pauvreté contribuent au renforcement de leur marginalisation, car elles sont vues comme rejetant les normes sociales de la société ordinaire. À mesure que s'intensifient et s'accumulent les différentes insécurités qui les assaillent, ces groupes subissent une aggravation de l'exclusion et du mépris qui les entourent, ce qui renforce encore le mur qui les sépare du reste de la société. Par conséquent, ceux qui souffrent de l'extrême pauvreté sont exclus de la participation aux processus de prise de décision et, d'une manière plus générale, de la vie civile, sociale et culturelle.

Grâce à ses années d'expérience avec des familles et des individus très pauvres dans le monde entier, le Mouvement International ATD Quart Monde a appris qu'il est fondamental de construire des partenariats avec les gens vivant dans l'extrême pauvreté, quel que soit le programme ou la stratégie que l'on désire créer et mettre en œuvre. Encore ne s'agit-il pas de construire n'importe quelle sorte de partenariat.

Chapitre II :

Ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté peuvent contribuer au développement durable

Les individus, les familles et les groupes de population vivant en situation d'extrême pauvreté luttent tous les jours pour conserver leur dignité et survivre. Tout en essayant de survivre, ils accomplissent des efforts sans bornes pour tenter de préserver les liens familiaux et assurer l'avenir de leurs enfants. Trop fréquemment, leurs gestes de ténacité et de courage passent inaperçus, comme ceux de ces mères qui décident de mendier pour assurer le montant des frais de scolarité et des fournitures scolaires de leurs enfants. Elles concrétisent ainsi leur espoir de leur assurer un meilleur avenir « pour qu'ils n'aient pas à subir ce que nous avons eu à subir nous-mêmes », comme elles l'expliquent souvent. Ceux qui vivent dans la pauvreté persistante doivent devenir « la force motrice de la coalition pour l'élimination de la pauvreté [car] ils possèdent la motivation la plus forte et c'est pour eux que l'enjeu est le plus élevé ».⁸

Pour mieux comprendre pourquoi il est nécessaire que les très pauvres deviennent l'élément moteur du développement, nous examinerons un projet de développement d'Afrique orientale qui, n'ayant pas inclus les plus démunis au stade de la conception, eut pour résultat d'exclure un certain nombre de petits vendeurs et de travailleurs pauvres.

ATD Quart Monde est implanté auprès d'un ancien marché aux poissons, où de nombreux jeunes vivaient et fournissaient des services aux vendeurs du marché. Dernièrement, les autorités locales, grâce au soutien financier d'un pays industrialisé, ont décidé de construire une structure moderne qui regrouperait les différents vendeurs et prestataires du quartier. Sur l'ancien marché, de nombreux jeunes adolescents vivant dans la rue gagnaient un peu d'argent en échange de menus services : nettoyage du poisson, aide aux vendeurs, collecte de bois à brûler, etc., travaux qui pouvaient n'être rémunérés que de la valeur d'un petit repas ou d'un fruit. En revanche, l'organisation du nouveau marché, en regroupant les occupants par occupation et en limitant l'accès à certains vendeurs de l'ancien marché, supprima les moyens d'existence de ces adolescents et de nombreux autres travailleurs très pauvres sont devenus chômeurs.

Ni les vendeurs ni les travailleurs du marché ne furent consultés durant la phase de conception du nouveau marché et ce n'est qu'après le début de la construction que les autorités ont annoncé que les vendeurs pouvaient formuler une opinion. L'un de ces vendeurs, Salehe, un homme respecté de tous, fournisseur de bois aux vendeurs de poissons frits, et qui connaissait bien ses collègues, fut choisi pour décider quels vendeurs seraient invités à intégrer le nouveau marché et lesquels seraient éliminés. Salehe, qui travaille en relations étroites avec ATD Quart Monde, fut très déçu en apprenant quelle responsabilité litigieuse et délicate lui était échue pour le compte des responsables du projet de développement du marché.

Sachant que seuls quelques-uns des vendeurs d'origine seraient autorisés à travailler à l'intérieur de la nouvelle structure commerciale, Salehe devait faire preuve de diplomatie et de créativité pour essayer de préserver l'emploi du plus grand nombre possible de vendeurs. Il s'efforça de faire négocier des concurrents pour les faire collaborer et partager des stands, et il créa une « liste d'attente » de vendeurs à qui pourraient être attribués des stands, s'il devait s'en libérer ultérieurement. Mais il était inévitable que se produisît un rejet et une exclusion de certains des vendeurs du marché, en dépit de tous les efforts fournis par Salehe et d'autres.

Il est trop tôt pour évaluer le plein impact de la réduction du marché, mais déjà un grand nombre des petits travailleurs de l'ancien marché qui y gagnaient de quoi survivre sont au chômage. Pour pénétrer à l'intérieur du nouveau marché, il faut présenter une carte d'identité. De plus, tout le tissu

⁸ Rapport du PNUD sur la pauvreté humaine 1998, *Overcoming Human Poverty*, page 11.

social et communautaire de l'ancien marché a été déchiré, les vendeurs de chaque catégorie étant obligés désormais d'être en concurrence les uns envers les autres pour obtenir un espace au sein du nouveau marché.

Alors que Salehe ne faisait pas partie des membres les plus pauvres du marché, il passa du temps à essayer de les connaître. Il lui arrivait souvent de passer la nuit dans le marché pour protéger son bois des voleurs, et c'est ainsi qu'il fit la connaissance de gens qui n'avaient pas d'autre endroit où dormir. Ceux dont la situation était la plus précaire n'avaient aucune voix durant le processus de développement. Salehe essaya de communiquer une partie de ce qu'il avait appris à leur contact pour préserver les moyens d'existence du plus grand nombre possible. Si le processus de développement avait utilisé les connaissances des travailleurs locaux comme Salehe et ses collègues plus pauvres, le projet aurait pu profiter à tous les gens qui travaillaient sur le marché.

La difficulté de créer un dialogue avec les pauvres se reflète dans le rapport publié en 2002 sur le Bénin, rédigé par l'experte indépendante, Anne-Marie Lizin. Au sujet de l'évolution des stratégies en matière de réduction de la pauvreté⁹, Madame Lizin écrivait ceci :

Les consultations décentralisées ont été étendues et visaient tous les groupes professionnels, les groupes d'action de femmes, les travailleurs agricoles et les organisations non gouvernementales (ONG). Fort peu de gens vivant dans la pauvreté, particulièrement dans les zones rurales, sont capables de participer à ce genre de consultations et, bien évidemment, le segment illettré de la population n'a vraiment aucune chance [de s'exprimer]. Ce sont pourtant précisément ces gens-là qui doivent figurer au centre du développement. Les réunions auxquelles l'expert a assisté lui ont permis de conclure que le processus de consultation – même efficace et élargi grâce aux efforts de la Banque Mondiale, ne comprenait pas les groupes de population vivant en situation de pauvreté extrême.¹⁰

Il est nécessaire de créer un dialogue et des partenariats avec les plus pauvres si l'on veut pouvoir réaliser un développement durable, et ce, pour les trois raisons présentées ci-après et qui feront l'objet d'un commentaire plus élaboré par la suite. En premier lieu, les intervenants très pauvres possèdent des connaissances essentielles pour l'efficacité des programmes de développement. En deuxième lieu, de tels partenariats et dialogues offrent un cadre galvanisant la compréhension mutuelle et la disparition d'idées fausses (génératrices d'objectifs et d'initiatives contradictoires) entre les intervenants. Et en dernier lieu, si l'on amène les individus, les familles et les groupes de population très pauvres jusqu'à la table de prise de décision, on encourage les plus pauvres eux-mêmes et on leur donne les moyens de contribuer à l'effort de développement durable.

- Utiliser l'expérience et le savoir des plus pauvres

Ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté possèdent en eux une connaissance profonde des questions relatives à l'extrême pauvreté et au développement, car ils la vivent jour après jour. Les enfants et les adultes qui parcourent des kilomètres à pied tous les jours pour ne trouver que de l'eau boueuse savent exactement à quels endroits il manque de l'eau propre. Les parents qui n'ont pas eu droit à une éducation et sont devenus des adultes illettrés savent mieux que personne quelle importance il y a à donner une éducation à chaque enfant. Un parent dont l'enfant souffre de malnutrition sait précisément quel prix paient les populations vivant au sein d'une agriculture locale non auto-suffisante.

⁹ Les documents de travail sur les stratégies d'élimination de la pauvreté sont réalisés par le FMI et la Banque Mondiale, ainsi que par les gouvernements des pays où ces stratégies doivent être mises en œuvre. Leur conception est censée comprendre une consultation étendue de la société civile. On trouvera des informations plus détaillées à www.worldbank.org.

¹⁰ Anne-Marie Lizin : « Les Droits de l'Homme et la pauvreté extrême », dans le cadre de la Résolution de la Commission sur les Droits de l'Homme 2000/12 E/CN.4/2002/55 (mars 2002).

Ce sont les difficultés sans fin de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté, et les efforts continus qu'ils doivent fournir pour les surmonter, qui font d'eux les « véritables experts de la pauvreté »,¹¹ comme la Banque Mondiale l'a reconnu récemment dans *Voix des pauvres*, longtemps après que quelques ONG l'aient souligné. Ces gens ont vu les projets de développement se succéder. Comme le montre l'exemple du marché aux poissons en Afrique orientale, les très pauvres ont pu constater de quelle façon ces projets profitent toujours à certains membres de la communauté et pas à d'autres. Ils savent exactement quels groupes seront laissés pour compte par le développement, et de quelle façon la situation de certains peut empirer lorsque la conception d'un projet de développement ne fait appel qu'aux responsables locaux et non pas à ceux qui vivent en marge de la société. Il faut qu'ils puissent formuler leur savoir et que celui-ci soit considéré comme un élément indispensable de la conception des stratégies de développement.

Fréquemment, on les juge ignorants et même incapables de penser, puisqu'ils n'ont eu aucune chance d'acquérir des moyens d'expression par l'éducation. En fait, très peu de gens écoutent les plus pauvres. « Nous préférons plutôt imposer des interprétations venues de l'extérieur sur eux, et qui les empêchent de réfléchir à leur propre vie », commentait Joseph Wresinski, le fondateur du Mouvement International ATD Quart Monde¹².

- Éliminer les désaccords existant entre de multiples intervenants

Dans l'exemple du marché aux poissons d'Afrique orientale, il est clair que les objectifs des responsables du projet de développement du marché n'ont pas été confrontés à ceux des vendeurs et des jeunes qui fournissaient des services aux vendeurs. Soucieux de moderniser et d'améliorer le marché aux poissons, les responsables du projet de développement du marché n'ont pas tenu compte des intérêts multiples des différents vendeurs et de ceux, encore plus pauvres, qui travaillaient sur le marché. Si la phase de conception du nouveau marché avait inclus les vendeurs et les travailleurs, il aurait peut-être été possible de prévoir une structure plus large et plus souple, permettant d'accueillir le même nombre de vendeurs et de travailleurs, et préservant ainsi le travail de tous.

Durant la conception et la mise en œuvre de stratégies et de projets de développement, le travail doit être accompli dès le départ en collaboration avec les plus pauvres et ceux qui vivent parmi eux et peuvent les aider à formuler leur expérience et leur savoir. C'est la seule façon de garantir l'instauration d'une compréhension réciproque des besoins et des exigences de tous les intervenants. S'il n'existe pas de partenariat avec les plus pauvres, les stratégies et programmes de développement risquent non seulement de ne pas parvenir à fournir les biens et services dont ils ont besoin, mais même d'aggraver les conditions d'exclusion et de pauvreté de ceux qu'ils sont supposés servir.

- La participation au processus de décision comme gage de durabilité

Dans plusieurs des auto-évaluations rédigées par la Banque Mondiale, on peut observer qu'un ajustement structurel n'a pas pu durer car les pays pauvres refusaient de « s'approprier » un processus qu'ils n'avaient ni choisi ni conçu. La situation est la même au niveau micro-économique lorsque l'on examine des projets de développement de petite taille qui détruisent les modes d'existence des très pauvres. Lorsqu'ils n'ont pas participé à la planification et ne profitent pas du résultat, la durabilité de ces projets décline forcément tandis que des gens, même ceux qui possédaient une certaine stabilité dans la vie antérieure, commencent à chuter encore plus dans la pauvreté, aggravant ainsi la situation d'ensemble de cette communauté et du pays.

Comme il a été souligné lors du Sommet Mondial sur le Développement Social de 1995 à Copenhague, on ne peut progresser vers le développement durable et l'élimination de la pauvreté que si l'on obtient la collaboration des plus pauvres eux-mêmes :

¹¹ Groupe de la Banque mondiale, *Poverty Trends and Voices of the Poor* (29 septembre 1999), p. 25.

¹² Joseph Wresinski, 1917-1988, conférence présentée à La Sorbonne, (Paris, 1983).

Ceux qui vivent dans la pauvreté et les groupes vulnérables doivent être intégrés par le biais d'organisations au processus de décision, et participer à tous les aspects de la vie politique, économique et sociale, notamment pour ce qui est de la planification et de la mise en œuvre des stratégies qui les concernent, afin de leur permettre de devenir des partenaires réels du développement.¹³

Tant que tous nos concitoyens ne participent pas au processus de décision, le monde est privé de leurs contributions. Mais il n'est pas facile de « donner les moyens de participer » à des gens dont les familles sont prisonnières de l'extrême pauvreté depuis des générations. Plus grande est la misère des gens, plus faible est la probabilité qu'ils exercent leurs droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. L'essence de la démocratie consiste à donner une voix à chaque être humain, mais il ne s'agit néanmoins que d'une première étape. Dans le chapitre III, nous examinerons les autres conditions nécessaires pour permettre aux plus pauvres de devenir de véritables partenaires.

- *Quel type de partenariat pour les plus pauvres ?*

Il est peut-être facile d'appeler à l'instauration de partenariats entre tous les intervenants, et plus spécifiquement de partenariats avec les plus pauvres, mais, comme le faisait remarquer Anne-Marie Lizin (voir plus haut), il est autrement difficile d'amener concrètement les plus pauvres à rejoindre un partenariat. Une raison partielle de ce décalage procède peut-être du fait que les partenariats sont rarement spécifiés. Lorsque nous parlons de construire des partenariats avec les plus pauvres pour réaliser le développement durable, que voulons-nous dire concrètement ?

Deux caractéristiques sont essentielles si l'on veut élaborer des partenariats avec les très pauvres. En premier lieu, on doit faire entendre la voix des plus pauvres à la table de prise de décision pour toutes les stratégies et programmes qui peuvent, directement ou indirectement, avoir un impact sur leur vie dans le présent et à l'avenir. Dans l'idéal, les plus pauvres eux-mêmes devraient pouvoir s'exprimer aux côtés des gouvernements, des ONG et autres intervenants, mais, comme le démontrera la section 3, de nombreuses barrières leur font obstacle la plupart du temps. En ce cas, il conviendrait de s'appuyer sur des intermédiaires qui ont des relations solides avec les plus pauvres, tels que des ONG locales ou d'autres intervenants, qui doivent alors non seulement travailler à la promotion des droits des plus pauvres mais aussi s'assurer de leur contribution. Ces intermédiaires devraient être inclus à toutes les étapes de la programmation du développement durable.

En deuxième lieu, ces collaborations devraient être amorcées au début de la phase de conception d'une stratégie ou d'un programme de développement. Trop souvent, l'appel aux très pauvres et/ou aux ONG qui représentent les pauvres est fait trop peu ou trop tard, comme il a été démontré dans l'exemple du marché aux poissons d'Afrique orientale. Les programmes de développement doivent inclure ces intervenants au moment de la conception du programme et durant chaque phase de mise en œuvre pour en garantir la durabilité.

Il ne suffit pourtant pas de permettre aux plus pauvres de s'exprimer pour construire un « partenariat réussi » avec eux. Si un programme ou une stratégie parvient réellement à établir des partenariats avec les très pauvres, cela apparaît clairement des deux façons suivantes. Tout d'abord, le succès de la stratégie ou du programme considéré sera manifeste pour tous et pas seulement en ce qui concerne les individus ou les groupes les plus faciles à atteindre. À la conclusion du projet, tout le monde devrait en avoir bénéficié. De plus, tous ceux qui ont participé aux programmes de développement, que ce soit directement ou non, devraient également en avoir retiré plus de liberté, de fierté et de responsabilité. Ces deux indicateurs devraient servir de principes directeurs permettant de vérifier si nous sommes réellement en train d'établir les partenariats nécessaires avec les plus pauvres.

¹³ Programme d'action du Sommet Mondial pour le Développement Social, (Copenhague, 1995), paragraphe 25.

Chapitre III :

Conditions et principes directeurs à utiliser pour forger des partenariats avec les plus pauvres

Un partenariat, de quelque nature qu'il soit, ne peut réussir que si tous les participants s'investissent en temps et en énergie, ce qui est encore plus vrai dans le cas des partenariats décrits dans le présent document. Pouvoirs publics, organisations de la société civile, entreprises et autres organismes internationaux qui contribuent à des programmes de développement durable doivent envisager et élaborer soigneusement les moyens de créer et de mettre en œuvre des partenariats réussis avec ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté. Mais comment procéder, concrètement, pour construire ce genre de partenariats ? Les exemples suivants, qui proviennent de différentes équipes d'ATD Quart Monde à travers le monde, illustrent quelques-unes des composantes originales et essentielles pour le succès des partenariats et des projets de développement durable.

A. Burkina-Faso : l'aide aux familles en milieu rural et agricole¹⁴

À l'échelle mondiale, l'éclatement des familles touche un nombre toujours plus important des populations vivant en zone rurale en raison du départ des enfants pour la ville. Depuis dix ans, ATD Quart Monde au Burkina-Faso a investi son temps et son énergie à ce sujet en collaborant avec les familles qui s'efforcent de trouver une place pour leurs enfants au sein de l'économie rurale.

Alfred, encore enfant, vivait dans la capitale du pays, Ouagadougou, chez son oncle. Celui-ci lui avait dit de bien travailler en classe et avait menacé de le renvoyer au village de sa mère s'il devait redoubler une classe. En fait, Alfred souffrait de ne pas avoir vu sa mère depuis plusieurs années. Il cessa donc de faire des efforts à l'école et échoua à ses examens. Son oncle le renvoya effectivement au village, où Alfred eut le bonheur de retrouver sa mère. Malheureusement, elle n'avait pas les moyens de l'envoyer à l'école. Ayant perdu toute chance de recevoir une éducation, Alfred repartit de chez lui pour devenir un mendiant à la ville et dormir sous les tables.

Le programme a été lancé à Ouagadougou où de nombreux enfants, comme Alfred, vivent dans la rue et sont livrés à eux-mêmes. Ces enfants témoignent qu'ils « n'aiment pas vivre dans la rue, mais comment pourrions-nous retourner à la maison si nous n'avons pas de travail ? » « Quand on se souvient de quelle façon nos parents s'occupaient de nous, c'est triste de penser que, dans la rue, personne ne peut nous aider. Et quand on y pense, comment pouvons-nous grandir ? C'est à mourir d'inquiétude. »¹⁵

À travers le monde, il existe de nombreuses villes dans lesquelles des enfants vivent à la rue.¹⁶ Il est évident que cette situation est d'une difficulté extrême, tant pour eux que pour leur communauté. Un développement durable doit façonner un avenir pour ces enfants, leur permettre d'apprendre un métier et de progresser au-delà des menus services qu'ils peuvent monnayer chaque jour, leur insufflant ainsi la fierté de fournir une contribution plus importante à la vie économique de leurs familles et de leur pays. La réunification de ces enfants avec leurs parents, et la consolidation des groupes ruraux dont ils sont originaires, sont devenues la mission d'ATD Quart Monde dans ce pays.

¹⁴ Voir, ATD Quart Monde - Burkina-Faso, Rapport annuel 2001, « Su-toogo soaba » (Le Partenaire du Courage). (Non disponible en anglais).

¹⁵ ATD Quart Monde – Burkina-Faso, Rapport annuel 2000, « Kamba yaa beog Ba ramba » (Les Enfants sont les Parents de Demain), page 7. (Non disponible en anglais).

¹⁶ En Afrique, le nombre d'enfants livrés à eux-mêmes parce que leurs parents ont succombé à la pandémie du SIDA est trop élevé et augmente rapidement. Toutefois, la proportion d'adultes et d'enfants souffrant du VIH/SIDA au Burkina-Faso (6,44 % à la fin de 1999, selon les données d'ONUSIDA) est inférieure à la moyenne observée dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Comme il était fort rare que les enfants dont nous nous occupions au Burkina-Faso soient totalement dépourvus de famille, le présent chapitre ne prend pas en compte l'impact du SIDA sur l'éclatement des familles.

Dans les débuts du programme, les volontaires d'ATD Quart Monde faisaient attention à ne pas poser aux enfants trop de questions sur leurs familles, de crainte qu'ils ne réagissent en inventant des histoires qu'ils pourraient regretter par la suite. Au fil des années, pourtant, un grand nombre de ces enfants ont commencé à demander eux-mêmes aux volontaires de les aider à entrer en contact avec des membres de leurs familles. Au fur et à mesure de l'évaluation du projet, les demandes des enfants amenèrent les volontaires à rendre visite à leurs familles à la campagne et à développer un partenariat avec elles également.¹⁷

En raison de l'évolution du programme et du partenariat établi avec les parents, ATD Quart Monde a accru son implantation au sein des populations rurales afin de trouver un moyen et un endroit permettant aux enfants de se réinsérer dans leur lieu d'origine. Cet effort exigeait une plus grande compréhension de la situation des parents et des contraintes pesant sur les familles vivant en zone rurale.

L'un des aspects de cette compréhension était celui des graves questions que doit affronter toute société dont les enfants vivent à la rue. Au Burkina-Faso, lorsque la presse aborde le sujet il est souvent supposé que « les parents ont laissé tomber ». Est-ce vrai ? Le travail accompli par ATD Quart Monde et d'autres organisations au Burkina-Faso suggère que la détermination des parents n'est qu'une toute petite facette d'une situation très complexe. Dans une série de dialogues réunissant un grand nombre de parents qui avaient eux-mêmes subi ce genre de situations dans huit provinces différentes, plusieurs points ont émergé concernant le départ des enfants et l'évolution de la vie en zone rurale :

- À l'heure actuelle, plusieurs contraintes qui traditionnellement liaient les enfants aux villages de leur famille ont disparu. À mesure que le pays progresse lentement d'une économie rurale à une économie urbaine, le rôle de chaque membre de la famille au village devient moins défini.
- Dans une certaine mesure, la ville exerce un pouvoir d'attraction plus fort sur les gens, à un point tel qu'une mère peut aller jusqu'à conseiller à son fils de partir à la ville car elle a entendu dire que d'autres enfants y avaient trouvé du travail.
- À mesure que la cellule familiale devient plus étroite, les options disponibles lors des situations de crises se raréfient. Par le passé, un enfant qui avait désobéi ou avait souffert d'un conflit familial pouvait aller passer quelque temps dans une autre partie de la famille avant de revenir chez lui. De nos jours, un tel enfant est plus susceptible de s'enfuir vers la ville.

Après avoir établi un partenariat avec les enfants et leurs familles, ATD Quart Monde décida qu'en plus d'apporter un soutien à certains des enfants par le biais de programmes de formation professionnelle, il était très important de soutenir les efforts entrepris par les parents des enfants pour reconstruire une vie de famille au village avec eux.

Ce programme connaît le succès avec un certain nombre de familles, mais il reste encore à surmonter bien des obstacles. Même si de nombreuses familles ont pu être réunifiées, la réunification n'est pas une formule magique en elle-même. On peut également parler de réussite lorsque des enfants reviennent passer quelque temps au village et contribuent à sa vie économique d'une façon saisonnière. Ils peuvent, par exemple, revenir au village pour effectuer certains travaux agricoles spécifiques avant de repartir à la ville à la fin de la saison. En dépit de toutes les difficultés et dangers qui menacent leur santé et leur bien-être lorsqu'ils vivent dans la rue, des enfants qui ont eu l'occasion de goûter l'indépendance d'une telle vie — même s'ils n'ont pas réussi à gagner d'argent — ont du mal à accepter à nouveau les structures de la vie de village. C'est encore plus souvent le cas de nos jours, puisque la vie au village, du fait de la mondialisation, est en train d'évoluer d'une façon qui peut déstabiliser la vie de tous ses habitants.

¹⁷On trouvera des informations plus détaillées sur les premières étapes de ce projet dans le document *Reaching the Poorest*, publié par l'Unicef et ATD Quart Monde, 1999, (Réf. #E96.XX.USA.1) et dans l'ouvrage de Michel Aussedat, *La Cour aux Cent Métiers*, publié par ATD Quart Monde, 1996. (Non disponible en anglais).

Inoussa, par exemple, était reparti travailler à la ferme familiale en 2000. À la fin de la saison, il était revenu en ville. En 2001, lorsqu'il disparut à nouveau de la ville, l'équipe d'ATD Quart Monde rendit une nouvelle visite à ses parents et le trouva en train de fabriquer des briques pour réparer la maison de ses parents. Son père expliqua : « Je peux trouver du travail ici pour Inoussa », ce qui représentait un grand changement, car deux ans plus tôt, le même père avait déclaré à l'équipe d'ATD : « Il vaut mieux pour mon fils qu'il soit en ville avec vous ». Bien que son père soit maintenant convaincu qu'il vaut mieux pour Inoussa qu'il reste auprès de sa famille, Inoussa lui-même hésitait encore à rester pour de bon. L'équipe d'ATD Quart Monde est donc en train d'aider son père à acheter un mouton ou une chèvre dont le soin sera entièrement confié à Inoussa, de façon à lui conférer une responsabilité spécifique à long terme. Le fait d'avoir un animal à soigner a été une motivation suffisante pour convaincre d'autres enfants de rester avec leurs familles, comme Salif qui habite de nouveau chez lui depuis deux ans, même s'il fait encore de petites visites à la ville. Dans le cas de Joseph, c'est un bout de terrain spécifique que lui a confié un parent qui le retient auprès de sa famille depuis trois ans. Il a aidé sa famille à produire plus de nourriture et à se lancer dans la culture du riz et l'élevage des cochons.

B. Guatemala : des femmes cherchent à se procurer un logement décent par le biais du microcrédit

En 1995, les autorités de Guatemala City ont négocié l'éviction à l'amiable d'un grand nombre de familles qui vivaient le long de la voie ferrée dans des conditions dangereuses. Un représentant du gouvernement demanda à ATD Quart Monde de prendre part aux négociations, en raison de sa longue expérience avec quelques-unes de ces familles. Plus d'un millier de familles firent l'objet d'un transfert à 14 km du centre ville. Cependant, dans les mois qui suivirent cette éviction à l'amiable, les plus pauvres de ces familles qui n'avaient pas les moyens de survivre dans ce nouveau quartier commencèrent à retourner vivre le long de la voie ferrée. En 1998, mises en alerte par le cyclone Mitch, les autorités de la ville remarquèrent la situation de ces familles, qui furent de nouveau l'objet d'une éviction mais reçurent également la possibilité d'acheter un terrain pour y construire leurs propres maisons. L'État offrait des subventions se montant à plus des deux tiers du coût d'un terrain de 105 mètres carrés. Le reste, soit 3 500 quetzals¹⁸, devait être remboursé mensuellement pendant deux ans. Plusieurs des familles suivies par ATD Quart Monde décidèrent d'effectuer l'acquisition.

Pour assurer le financement du dernier tiers, et avec le soutien d'un membre d'ATD Quart Monde, un groupe de 14 femmes décida de participer à un projet de microcrédit organisé par l'Institut de la Lutte contre la Pauvreté en Milieu Urbain (ISMU). L'ISMU accorda des prêts de six mois, d'un montant de 300 à 500 quetzals¹⁹, à chaque participante. En outre, l'ISMU leur apporta également une assistance pour rechercher des emplois durables et établir des objectifs personnels et familiaux. Cependant, les multiples difficultés quotidiennes rencontrées par ces femmes ont rendu le remboursement du prêt très ardu.

Une fois installées, les familles ont dû faire face à de nouveaux défis : trouver des écoles pour les enfants (pour ceux qui allaient en classe), rembourser le prêt sur le terrain, participer à des projets locaux et établir des relations avec leurs nouveaux voisins, ce qui s'avérait particulièrement ardu pour celles qui gardaient un mauvais souvenir de précédents voisins. Et pourtant, pour la plupart de ces femmes, le défi primordial restait le même : la lutte quotidienne pour nourrir leurs familles.

Bien que la plupart des participantes au programme aient un emploi depuis des années, le revenu qu'elles tirent de ce type de travail est insuffisant pour subvenir même aux besoins nutritionnels de leurs familles, sans parler du remboursement du prêt sur le terrain. La plupart des familles survivent en monnayant des services dans leur quartier : lessive, vente de fruits et de légumes sur le marché, vente de boissons dans les autobus ou toute autre prestation qui peut leur être demandé. Les hommes

¹⁸ Environ 455 \$US.

¹⁹ Environ 40 à 60 \$US.

se font souvent embaucher pour transporter des produits au marché ou essaient de trouver un travail dans les usines textiles. Même les enfants éprouvent le besoin de contribuer à l'effort, en vendant des chewing-gums ou des bonbons, en faisant des courses ou en produisant des sketches pour divertir les voyageurs.

Plusieurs des participantes n'ont pas réussi à gagner suffisamment d'argent pour rembourser le prêt et ont fini par vendre leurs terrains à des commerçants locaux, ce qui a mis fin à leurs chances de posséder un logement sûr. Elles avaient quand même réussi à obtenir un certain nombre d'autres choses grâce aux prêts du microcrédit : elles avaient trouvé le moyen de gagner de l'argent ou de payer des soins médicaux pour leurs familles.

Bien que beaucoup des femmes n'aient pas rempli l'objectif de remboursement à six mois, l'ISMU a accepté de poursuivre son soutien. En association avec ATD Quart Monde, l'ISMU a entrepris un nouveau projet, plus adapté et plus souple, créant un groupe de discussion plus formel avec les emprunteurs et des représentants d'ATD Quart Monde et de l'ISMU. Ces groupes de discussion ont permis de forger une compréhension réciproque entre les femmes et les deux organisations, tout en offrant aux femmes un lieu de rencontre et de soutien mutuel. À l'heure actuelle, toujours avec le soutien de l'ISMU et d'ATD Quart Monde, ces femmes continuent de s'entraider pour trouver du travail et obtenir des soins médicaux pour leurs familles. Elles bénéficient également d'un soutien pour leurs négociations financières ou administratives, notamment pour la demande de recul des échéances du prêt.

C. États-Unis : les habitants d'une région rurale enseignent à d'autres ce qu'ils ont appris sur le développement²⁰

Vincent et Fanchette Fanelli, membres du volontariat d'ATD Quart Monde, habitent dans la région rurale des Appalaches aux États-Unis depuis 1995 et y travaillent de concert avec les habitants depuis cette date. Ils ont choisi deux projets spécifiques sur lesquels collaborer avec les familles de la région :

- a. Soutien aux efforts d'une organisation locale de développement ;
- b. Donner aux habitants de la région des Appalaches des occasions de partager leur expérience et leur savoir avec les gens d'autres régions et d'autres pays.

Les Appalaches sont une région des États-Unis dont les ressources naturelles ont été largement épuisées par les industries, sans apporter beaucoup d'avantages à ses habitants. Leur destin a suivi les hauts et les bas de ces industries. Non seulement les forêts magnifiques de la région ont été détruites, mais les mineurs ont également sacrifié leur santé en raison des conditions de travail difficiles.

*Ici, nous avons compris comment une région tout entière pouvait se sentir exclue, avoir l'impression qu'elle n'avait aucune valeur pour les autres et qu'elle était laissée à l'abandon. [...]En dépit de cela, l'ingéniosité des gens, leur amour réel pour les montagnes et des liens familiaux étroits ont créé une culture riche, une spiritualité profonde et un sens des valeurs que nous avons le privilège de découvrir jour après jour.*²¹

Beaucoup des familles de la région comptent parmi leurs ancêtres aussi bien des Européens que des Indiens Cherokee. D'autres familles sont afro-américaines. Historiquement, outre les emplois provenant de l'industrie minière et forestière, les habitants ont aussi travaillé à la construction de voies ferrées : un travail si dur que certains des travailleurs ne pouvaient l'endurer qu'en se droguant. Toutes ces industries ont laissé de profondes cicatrices, aussi bien sur les corps de ceux qu'elles employaient que sur l'environnement où habitent ces travailleurs. À l'heure actuelle, l'industrie charbonnière est en pleine dépression et le taux officiel de chômage de la région est près de trois ou

²⁰ Voir le rapport sur le Séminaire du Mouvement Quart Monde sur les Appalaches, constitué par Angela Evosevic (avril 2000).

²¹ Vincent Fanelli : « Les Appalaches, notre place est ici », Fourth World Journal (avril 2001).

quatre fois celui de la moyenne nationale. Certains des habitants gagnent leur vie en travaillant pour des usines de production de copeaux de bois ou par de petits travaux à droite et à gauche. Les ateliers textiles qui fournissaient du travail à la majorité des femmes ont quitté la région. Ces femmes recherchent désormais des emplois faiblement rémunérés dans le secteur tertiaire ou s'embauchent comme vendeuses dans les magasins. Certains vivent même de la cueillette de baies sauvages ou de plantes médicinales. Plus récemment, une nouvelle catégorie d'emplois introduite dans la région a apporté son lot de divisions :

Notre région paraît être l'endroit idéal pour construire des prisons dont aucune région riche ne voudrait. On présente les prisons à des populations souffrant d'un taux de chômage supérieur à 20 % comme une solution au chômage. Et une population pauvre et rurale devient le gardien de prison d'une population d'origine principalement urbaine.²²

Beaucoup des habitants n'ont toujours pas accès à l'eau courante et doivent la rapporter chez eux dans de grosses citernes. Il n'existe pas de tout-à-l'égout dans le district où vivent les volontaires d'ATD Quart Monde et les eaux usées s'écoulent dans la rivière.

a. L'organisation locale de développement

Tandis que la population explore les opportunités d'emploi, la protection de l'environnement est une priorité que tous partagent. « Il est important d'avoir un potager. C'est un rythme de vie que les gens tiennent à conserver. Les gens s'irritent lorsqu'on les croit ignorants parce que leur manière de vivre est plus proche de la nature qui les entoure. Cette région peut partager avec le reste du monde une redécouverte de la nature et de l'importance de la nature pour tous, et surtout pour les familles prisonnières de la pauvreté en milieu urbain. »²³

Une autre priorité commune à tous est le besoin de créer des emplois au niveau local de façon à ce que les jeunes ne quittent pas la région. D'après Vincent Fanelli, la population locale est « témoin de l'épuisement d'une des principales ressources de la région : sa jeunesse ». ²⁴ Confrontés à un taux officiel de chômage égal à trois ou quatre fois celui du taux national, les jeunes n'ont guère de raisons de rester dans la région. Ceux qui partent à l'université ne reviennent pas, et ceux qui restent ne peuvent espérer, au mieux, que des emplois mal rémunérés dans le secteur tertiaire ou l'avenir incertain des emplois dans les mines de charbon.

Sur la base de ces deux priorités de développement de la région, et avec l'espoir que les responsables locaux arriveront à attirer des industries technologiques dans la région — des industries qui ne menacent pas l'environnement et qui fourniraient une solution pour les jeunes désirant rester dans la région — les volontaires d'ATD Quart Monde ont proposé au centre communal local d'organiser un cours d'informatique pour les jeunes et également pour les adultes de la région. Un tel cours apporterait à chaque participant une formation informatique de base et augmenterait ses chances d'obtenir un emploi dans l'industrie technologique.

ATD Quart Monde a proposé de lancer un cours gratuit d'informatique. Un centre communal accepta de l'accueillir et le cours débuta en 1996. À ce jour, 375 personnes ont suivi ce cours, d'une durée de 8 à 10 semaines. « Il nous semble que ce résultat indique que nous travaillons dans le sens des aspirations de la population locale. »²⁵ Comme le cours est offert le matin et le soir, il est possible de s'y inscrire que l'on ait un emploi ou non. Un homme qui éprouvait de grandes difficultés à lire et à écrire avait commencé par dire qu'il s'agissait d'une mauvaise idée. Néanmoins, après avoir vu comment se passaient les cours, il déclara qu'il était préférable qu'un plus grand nombre de gens

²² Vincent Fanelli, dans le rapport sur le Séminaire du Mouvement Quart Monde sur les Appalaches, page 39.

²³ Idem.

²⁴ Idem

²⁵ Idem

puissent apprendre à se servir d'un ordinateur et obtenir des emplois plus intéressants. Une femme qui habite dans une région particulièrement isolée a pu apprendre à utiliser Internet durant le cours. Elle s'en félicite : « Depuis que je suis petite, je rêve d'escalader l'Everest. Je ne sais pas si j'y arriverai un jour, mais j'ai entendu dire que, par Internet, on pouvait y aller avec l'un des alpinistes qui grimpent jusqu'en haut. »²⁶

Le cours d'informatique s'est fixé pour but d'aider les habitants à augmenter les aptitudes qui leur permettront de gagner leur vie sans détruire l'environnement ou leur propre santé, et de le faire sans avoir à quitter la région à laquelle ils sont profondément attachés.

b. Communiquer son savoir aux habitants d'autres régions

Les volontaires d'ATD Quart Monde ont acquis leur connaissance de la région et de ses habitants non seulement au cours de conversations ou de réunions, mais principalement au moyen d'expériences vécues en commun, telles que le jardinage avec des familles très pauvres de la région ou la réparation d'une maison. ATD Quart Monde a appris que les habitants des Appalaches veulent être compris d'autrui et désirent partager largement leurs expériences. Ils ont des idées très développées par exemple sur la protection de l'environnement où ils habitent et veulent que d'autres puissent profiter de l'expérience acquise au cours de la transformation subie par leur région.

Au vu de la passion des habitants pour leur région et de leur désir intense de formuler leurs expériences et leurs sentiments au sujet de leurs situations actuelles, ATD Quart Monde a lancé un programme de formation dans les Appalaches pour ceux qui travaillent déjà auprès de populations pauvres depuis plusieurs années. Ces sessions de formation, qui sont organisées plusieurs fois par an pour une durée variant d'une semaine à plusieurs mois, offrent une opportunité de réflexion permettant d'acquérir un savoir provenant d'une autre réalité. Elles comprennent des projets tels que la plantation ou le ramassage des pommes de terre, ou encore une assistance à des habitants en train de réparer leurs maisons. De cette manière, les habitants des Appalaches ont pu partager leur amour de la nature, guider les volontaires de passage et accompagner le renouveau de leur travail dans d'autres régions du monde, notamment en Asie du Sud-Est, en Afrique occidentale, en Amérique centrale et en Europe, ainsi que dans d'autres régions des États-Unis.

Il peut être difficile d'amorcer le processus de partage d'informations sur leurs expériences et leur région avec des gens venant d'ailleurs, car « les gens [d'ici] ont été si maltraités et trompés par les entreprises qui sont venues dans la région. À cause de cela, ils se méfient des étrangers. [...] Mais cela ne les empêche pas de vous donner la moitié de ce qu'ils ont dans leurs assiettes, aussi pauvres soient-ils. »²⁷ Les contacts peuvent être beaucoup plus positifs lorsque des groupes qui ne sont pas de la région viennent réparer des maisons dans les Appalaches. En revanche, si l'on ne fait pas d'efforts pour inclure dans ces groupes des jeunes de la région, ils ont le sentiment qu'ils ne servent à rien. Même à l'intérieur de la région, les structures municipales qui essaient d'encourager le tourisme pour développer l'économie ne voient pas dans les jeunes chômeurs du coin une ressource pour la construction du tourisme, par exemple pour préparer des sentiers de randonnée.

En dépit de ces obstacles, les personnes et les familles très pauvres vivant dans les Appalaches continuent à apprécier les rencontres avec les gens venus d'ailleurs. Même s'ils redoutent encore les « étrangers » qui viennent exploiter la région avant de repartir, ils sont heureux d'accueillir ceux qui désirent vraiment engager le dialogue pour s'instruire et pour pouvoir repartir enseigner ce qu'ils ont appris dans le reste du monde.

En fin de compte, il est important que les gens vivant dans d'autres régions s'instruisent auprès des habitants des Appalaches :

²⁶ Idem.

²⁷ Rapport sur le Séminaire du Mouvement Quart Monde sur les Appalaches, page 11.

Parce que l'on a donné à beaucoup de gens dans le monde l'impression qu'ils dépendaient d'autres pays. Ils ont le sentiment que d'autres peuvent leur dicter ce qui vaut mieux pour eux. Leurs pays sont dans une telle dépendance à l'égard d'autres nations qu'il leur est difficile de faire valoir leurs droits à l'autodétermination. Des choses très importantes peuvent se produire dans le monde si des populations différentes arrivent à partager leurs atouts en déclarant : « Nous ne voulons pas que l'on vienne nous dire quoi faire. Nous voulons que l'on vienne travailler avec nous. » Les habitants des Appalaches possèdent peut-être une force particulière pour dire cela.²⁸

D. Bolivie : l'accès à l'eau

Dans le quartier pauvre d'Aponto, dans la petite ville de Coroico en Bolivie, ATD Quart Monde a pris part à un projet local de construction d'un lavoir public gratuit qui serait mis à la disposition des familles pauvres du quartier. Avant la construction de ce lavoir, la seule source d'eau accessible au public était le ruisseau. L'accès au ruisseau était très limité pour les familles très pauvres qui ne possédaient aucun terrain sur ses berges. Ces familles, dont la majorité gagnaient leur vie en faisant la lessive pour d'autres, dépendaient donc du bon vouloir aléatoire des propriétaires terriens, non seulement pour leurs besoins personnels en eau, mais également pour pouvoir effectuer leur travail. En outre, les endroits où les femmes pouvaient trouver de l'eau et faire la lessive étaient sales, le sol étant parsemé de bouts de métal cassés. Cela représentait un danger pour les enfants qui accompagnaient souvent leur mère au travail et pour les mères elles-mêmes.

En 1997, après deux ans d'évaluation et de financement du projet, la construction des « lavanderías » (lavoir public) de Coroico a pu commencer. Les partenaires comprenaient deux volontaires d'ATD Quart Monde, l'association bolivienne des amis d'ATD Quart Monde, la municipalité et la paroisse de Coroico et, ce qui est le plus important, les familles d'Aponto elles-mêmes. Les bailleurs de fonds comprenaient la municipalité de Madrid (Espagne), le Fonds de Développement des Nations Unies, la municipalité de Coroico, et tous les gens qui ont fait don de leurs talents et de leurs services au niveau local. Le projet consistait à construire une structure de lavoir, publique et gratuite, pour le quartier.

Durant la phase de planification des « lavanderías », des réunions mensuelles avec tous les partenaires ont permis de s'assurer que l'on prenait en compte les besoins et les désirs des plus pauvres. En outre, ces réunions ont offert aux très pauvres un moyen de s'exprimer et de formuler leurs souhaits et leurs besoins, permettant de casser le mur qui les séparait auparavant du reste de la population.



Il restait néanmoins encore beaucoup de familles et de personnes pauvres qui n'osaient pas se rendre aux réunions. Il s'agissait en général des plus isolées et des plus exclues de la région. Beaucoup avaient trop honte des conditions dans lesquelles elles vivaient pour aller participer à des réunions importantes. Pour garantir leur contribution au projet, pour que tous les citoyens d'Aponto en fassent partie, l'architecte et les volontaires d'ATD Quart Monde prirent le temps et firent l'effort de rendre visite aux personnes et aux familles qui ne pouvaient pas ou n'osaient pas se rendre aux grandes réunions publiques de préparation. Une fois en main les plans de construction et la conception du projet, il était possible de connaître les désirs, les besoins et les espoirs de tous, même de ceux qui étaient réellement isolés du reste de la population.

²⁸Denis Crétonon, rapport sur le Séminaire du Mouvement Quart Monde sur les Appalaches, page 14.

Ce processus de consultation avec les familles et les personnes du quartier introduisit un nouvel aspect important au sein de la conception du projet. Les participants montrèrent à l'architecte qu'il serait important que la structure serve également de site pour les réunions des enfants, des parents et d'autres. Les mères avaient souvent à surveiller leurs jeunes enfants, même lorsqu'elles travaillaient à la lessive. Il était donc essentiel que le site du lavoir soit un environnement ouvert et sans danger où les enfants puissent accompagner leurs parents. Le bâtiment fut également conçu pour servir de lieu de rassemblement convivial pour les enfants et les familles.

La construction même de la structure du lavoir fut également l'occasion d'une participation collective de tous les intervenants. La majeure partie de la structure fut édifée par ses futurs utilisateurs. En juin 1999 était achevée une structure comportant quatre lavoirs, des toilettes publiques, une cabine d'entretien et de sécurité et un pavillon de rencontre non fermé surplombant le lavoir. Un kiosque Tapor²⁹, à l'intérieur du pavillon de rencontre, est le théâtre de séances hebdomadaires de lecture et d'activités artistiques pour les enfants, avec une séance particulièrement festive chaque mois.

Grâce à leur construction de ce lavoir public, les citoyens pauvres et sans terre d'Aponto ont pu non seulement obtenir l'accès à l'eau et une structure de lavoir gratuite et propre qui leur faisait cruellement défaut, mais ils ont également acquis dignité et confiance en eux-mêmes et en leur quartier. Beaucoup des femmes qui se servent du lavoir sont heureuses de disposer d'un site accessible pour faire leur lessive et leur travail, tout en pouvant rencontrer d'autres femmes et surveiller leurs enfants. L'une de ces mères, Pamela, fait ce commentaire : « Avant, les parents ne voulaient pas laisser leurs enfants aller vers les endroits où se faisait la lessive, car ces endroits étaient affreux et dangereux. Mais maintenant, les parents disent qu'ils peuvent aller jouer au lavoir. »

Comme le démontre le projet des « lavanderías », le partenariat avec les plus pauvres ne s'accomplit pas en un jour. Le vrai partenariat avec ceux qui vivent dans des conditions de précarité extrême nécessite des investissements majeurs : temps, persistance, formation, renforcement des capacités, ressources, suivi et volonté d'apprendre auprès des plus pauvres. Le projet des « lavanderías » a réussi parce qu'il a pris en considération ces multiples conditions.

E. Les leçons apprises : quelles conditions pour des partenariats avec les plus pauvres ?

Bien que les quatre projets que nous avons décrits soient tous différents, un certain nombre de conditions communes ont permis et encouragé la participation des plus pauvres dans ce type de projets de développement.

- Investissement en temps

Il a fallu des années pour élaborer et exécuter le projet des « lavanderías ». La honte et le manque de confiance qui caractérisent l'extrême pauvreté font souvent obstacle à la participation de beaucoup de gens. Il ne suffit pas d'ouvrir des portes à la participation civique : des gens continueront à hésiter. Comme le montrent les exemples du Burkina-Faso et du Guatemala, il faut du temps pour découvrir les plus pauvres et établir des relations avec eux, pour apprendre à connaître leurs vies, leurs intérêts et leurs aspirations. Grâce à la longue tradition d'ATD Quart Monde de relations avec les très pauvres et à sa connaissance de ces familles, le Mouvement a pu identifier leurs préoccupations et travailler avec elles à trouver des solutions à leurs problèmes. Il est nécessaire d'établir des relations approfondies avec les individus, les familles et les populations très pauvres pour les encourager à oser participer à l'effort de développement durable. Cette nécessité d'investir du temps est souvent

²⁹ Tapor est un mouvement d'enfants qui veulent une égalité des chances pour tous les enfants. Tapor fait partie du Mouvement International ATD Quart Monde.

considérée comme un obstacle à la construction de partenariats avec les plus pauvres, puisque, trop souvent, les programmes et initiatives de développement durable sont dotés de calendriers rigoureux qui peuvent ne pas allouer le temps nécessaire à la construction de relations avec ceux qui vivent dans les pires conditions. Le succès d'un effort en faveur des très pauvres ne se mesure pas en quelques jours, ni même en quelques mois. Si nous voulons réellement inclure les pauvres dans nos programmes, nous devons être préparés à travailler selon un horizon souple et à long terme.

- Objectifs participatifs

L'un des principaux objectifs des partenaires du projet des « lavanderías » était de donner une voix à chaque habitant d'Aponto pour la conception et la prise de décision, afin que nul ne soit exclu de ses avantages. Les familles et les individus qui n'osaient pas participer aux grandes réunions, ont eu la possibilité de donner leur opinion durant les visites qui leur étaient faites chez eux, et leurs expériences et leurs idées avaient un impact sur les décisions prises. Ils ont été consultés dès le début, lorsqu'il était encore possible de modifier le projet. De la même façon, les cours d'informatique des Appalaches avaient été conçus pour accueillir même les gens qui n'auraient jamais cru pouvoir s'inscrire à ce genre de cours.

Les partenariats qui se limitent aux groupes les plus faciles à atteindre peuvent devenir des instruments d'exclusion écrasants à l'encontre des autres groupes.

- Confiance et crédibilité

Pour construire des partenariats avec ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté, il est également nécessaire d'instaurer confiance et crédibilité chez tous les acteurs du partenariat. Dans les débuts du projet des « lavanderías », la crédibilité du projet n'était pas encore vraiment établie et les robinets destinés au lavoire furent dérobés. De la même manière, avec les enfants et les familles du Burkina-Faso, il a fallu du temps pour instaurer la confiance entre les enfants, les parents et ATD Quart Monde, avant que les enfants puissent commencer à faire de véritables confidences sur leurs origines familiales.

Ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté ont besoin de savoir que leurs vues et leurs aspirations seront entendues par d'autres partenaires. Il leur faut du temps pour prendre confiance en eux-mêmes et offrir leur confiance aux autres participants. Dans le même temps, les autres partenaires « ont besoin d'accorder créance à la valeur du savoir détenu par les plus pauvres et à la possibilité de transformer leurs aspirations en réalité ». ³⁰ Grâce aux sessions informelles de formation organisées dans les Appalaches, le Mouvement ATD Quart Monde a prouvé sa confiance aux familles de la région en leur donnant la responsabilité de partager avec d'autres leur savoir concernant leur pays et leur situation, dans l'espoir que ces informations aident d'autres groupes de population et d'autres familles dans des situations analogues.

On ne peut réussir un partenariat que si chacun des partenaires est convaincu qu'il est important qu'il partage ce qu'il sait et qu'il s'instruise auprès d'autres. Si certaines des conditions des partenariats semblent évidentes — écouter les plus pauvres, travailler à gagner leur confiance — elles ne suffisent pas. Une femme travaillant sur un projet en milieu rural en France formule l'avertissement suivant : « Écouter et comprendre ne sont pas la même chose. Nous ne pouvons nous comprendre mutuellement que si nous pouvons envisager de construire quelque chose ensemble. » L'écoute n'est pas une attitude passive. L'éthique d'accomplir et d'apprendre ensemble implique une relation d'accompagnement discrète et exigeante pour soutenir les familles les plus pauvres dans les efforts pour réaliser leurs attentes et leurs engagements. Cela ne peut être accompli que lorsque chaque participant apprend quelque chose des autres et est fier de ses propres efforts et de sa participation.

³⁰ Alwine de Vos van Steenwijk et al., "Redefining Human Rights-Based Development: The Wresinski Approach to Partnership with the Poorest", United Nations background paper #ESA/DSPD/BP3 (décembre 1999), page 15.

- Engagement et souplesse

Très certainement, il n'est pas facile de travailler avec ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté. Si nous voulons réellement atteindre cet objectif, nous devons investir du temps et de l'énergie pour développer de telles relations. Nous devons également être préparés à adapter nos projets. Dans l'exemple de la Bolivie, l'architecte offre l'illustration par excellence du type d'engagement requis. Mr Julio Carrasco, l'architecte responsable de la conception et de la construction du projet des « lavanderías », pensait qu'il n'arrivait pas à atteindre les plus pauvres parmi les habitants d'Aponto durant les sessions mensuelles de planification. Avec l'aide des volontaires d'ATD Quart Monde, il a consacré le temps et l'effort nécessaire pour aller faire le tour du quartier et rencontrer personnellement les personnes et les familles dont il voulait l'opinion. Mr Carrasco a fait preuve de souplesse, à la fois en se montrant prêts à adapter les plans et en se rendant dans les maisons des très pauvres.

De façon similaire, lorsque l'on travaille avec les familles et les personnes très pauvres, les objectifs et les indicateurs de programme doivent être des lignes de conduite directrices et non pas des barrages ou des motifs de rupture. Le programme de microcrédit de l'ISMU est un exemple manifeste d'une telle souplesse. Alors que l'indicateur de réussite initial pour le programme de microcrédit était le remboursement des prêts dans les délais prévus, l'ISMU a admis que le programme de microcrédit était une réussite pour les participantes d'autres manières : en les aidant à trouver du travail et à obtenir des soins médicaux. Et c'est pour cela que, en dépit de l'impossibilité pour les femmes de satisfaire aux objectifs initiaux du programme, l'ISMU a décidé de maintenir son soutien financier et son assistance aux femmes.

- Renforcement des capacités et formation

Bien que chaque partenaire apporte son expérience et ses idées à la table de réunion, il convient de remarquer qu'il est indispensable d'assurer une formation de tous les partenaires des programmes de développement. En plus de la formation technique et spécifique à la stratégie considérée, les partenaires provenant de milieux très pauvres doivent recevoir une formation leur enseignant à comprendre leurs droits, à s'exprimer et à accepter des responsabilités. Il convient d'attacher une grande importance au renforcement des capacités pour les très pauvres, afin qu'ils puissent pleinement prendre part au processus de prise de décision et de mise en œuvre, au lieu de devenir de simples « symboles de participation ». En Bolivie, les volontaires d'ATD Quart Monde ont introduit cette formation des familles pauvres par le biais des Universités Populaires qu'ils organisent tous les mois. Les Universités Populaires, que gère le Mouvement ATD Quart Monde dans un certain nombre de pays, sont des réunions régulières, durant lesquelles ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté ont l'occasion de surmonter les hésitations qu'ils ressentent au sujet de ce qu'ils veulent accomplir ou exprimer ; de s'affronter réciproquement ; de s'aider mutuellement. Comme la discussion porte sur des thèmes différents, cela permet aux participants de se rendre compte que leur situation n'est pas unique et les encourage à gagner l'assurance dont ils ont besoin pour se sentir égaux aux autres et s'exercer à exprimer leur point de vue de façon à être compris par d'autres.

Pour tous les autres partenaires, il est important de fournir une formation continue sur les conditions de pauvreté extrême et sur ce qui peut être appris auprès des très pauvres. Sans cette étape, on augmente la probabilité que certaines couches de la population soient les laissés-pour-compte de la participation parce que d'autres ne connaissent pas suffisamment leur situation pour savoir si leurs besoins sont différents de ceux d'autres citoyens. Toujours dans l'exemple des « lavanderías », un comité a été formé avec l'école, l'hôpital, la municipalité et l'église d'Aponto pour traiter la question de la formation des notables de cette manière. Outre la promotion de l'utilisation du lavoir par ses membres, il a été demandé au comité de se rencontrer régulièrement pour réfléchir à ce que cela signifie de vivre dans l'extrême pauvreté, comment identifier les plus pauvres et travailler avec eux,

et comment toujours les garder à l'esprit dans le cadre du développement de programmes et de services.

- Concertation

Dans les Appalaches, ATD Quart Monde n'aurait jamais pu démarrer les cours d'informatique sans un accord du centre communal. Au Guatemala, le partenariat établi entre l'ISMU et ATD Quart Monde était à la base du projet de microcrédit.

En Bolivie, comme il a été mentionné, le comité de soutien formé était également chargé de faire connaître les « lavanderías » aux autres personnes et autres institutions. Ce rôle était crucial, car les « efforts accomplis par les plus pauvres pour surmonter leur condition ne sont pas viables s'ils ne sont pas reconnus et ne bénéficient pas du soutien des autres segments de la société ». ³¹ La municipalité de Coroico était un partenaire particulièrement important. En dépit de la taille restreinte du budget municipal et du fait que la ville est rarement capable de financer le moindre type de projet de développement, le maire a pris les moyens d'investir des fonds consacrés à la réussite du projet.

- Un esprit d'humilité et un désir d'apprendre

Dans le projet du Burkina-Faso, les gens qui rencontrent des enfants dans la ville et voyagent ensuite à travers la campagne pour y retrouver les parents de ces enfants sont eux-mêmes des citoyens. Ils écrivent ceci :

Plus les portes s'ouvrent devant nous, plus nous comprenons à quel point nous sommes, nous citoyens, ignares au sujet du milieu rural qui s'offre à nous. Quelles sont les influences du monde rural actuel que doivent prendre en compte les parents qui doivent élever des enfants ? Quel genre de vie sociale existe-t-il entre les villageois à l'heure actuelle ? Qu'est-ce que les enfants apprennent au sujet du savoir traditionnel des habitants du village ? Comment les habitants du village arrivent-ils à affronter l'influence, aussi bien de la vie citadine que des relations avec les pays voisins tels que la Côte d'Ivoire ? Nous avons tant à apprendre et nos rares visites ne peuvent nous apporter que des réponses incomplètes. ³²

³¹ Idem

³² « Kamba yaa beog Ba ramba », page 35.

Conclusion

Lors de la Conférence Internationale sur le Financement du Développement à Monterrey, les gouvernements présents ont fait la déclaration suivante : « Pour atteindre les objectifs de développement acceptés par la communauté internationale, y compris ceux figurant au sein de la Déclaration du Millénaire, il est nécessaire d'établir un nouveau partenariat entre les pays développés et les pays en voie de développement ». ³³ L'instauration d'un tel partenariat est un défi énorme pour tous les intervenants concernés. Chaque pays doit également réussir à établir un véritable partenariat avec ceux qui vivent dans la précarité à l'intérieur de ses propres frontières. En fait, l'extrême pauvreté et l'exclusion continuent de persister même dans les pays les plus riches du monde. Une constatation qui nous donne beaucoup à réfléchir.

Le partenariat est essentiel si l'on veut assurer le développement de la population dans son ensemble ; pourtant, les plus pauvres ont rarement l'occasion de connaître une telle collaboration avec d'autres. La participation des plus pauvres dépend largement de la volonté des dirigeants politiques et sociaux de les inclure dans le processus. Lorsque les dirigeants feront l'effort d'informer les groupes de population les plus démunis, de solliciter leur opinion et de montrer qu'ils sont pris en compte, les plus pauvres pourront alors agir en citoyens pleinement responsables, être reconnus comme ayant des droits et des responsabilités et recevoir le soutien leur permettant de les assumer. ³⁴

La mise en place de partenariats avec ceux qui vivent dans une précarité totale comporte un grand nombre de conditions, comme il a été montré en détails tout au long du présent document. Nous n'en rappellerons que deux :

- un engagement et un soutien continu de la part des pouvoirs publics locaux et nationaux et de la part des institutions internationales ;
- un dialogue établi entre les ONG et les intervenants qui tentent d'inclure les plus pauvres au sein des projets de développement durable, pour que tous puissent retirer un enseignement des expériences des autres participants. Nous ne proposons pas une fusion du travail de ces différentes ONG, chacune d'entre elles ayant une contribution spécifique à fournir. Cependant, en échangeant des informations et en unissant leurs efforts, elles sont mieux à même d'introduire les populations très pauvres dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement durable.

Notre propre contribution à ce processus sera centrée sur l'Afrique, où les ONG engagées auprès des très pauvres peuvent profiter de plus d'occasions de soutien mutuel. Avant la fin de la Décennie Internationale pour l'Élimination de la Pauvreté (1997-2006), ATD Quart Monde organisera, avec d'autres partenaires, un séminaire sur les modalités de mise en place de partenariats avec les plus pauvres. L'appel aux partenariats ne constitue que la première étape. La deuxième étape est de spécifier les conditions requises pour réussir, comme nous l'avons tenté avec les exemples cités dans ce document. Nous savons que les ONG et les personnes qui se sont consacrées à la construction de ces partenariats ont énormément à partager. Nous invitons d'autres à prendre contact avec nous au sujet de ce séminaire.

³³ A/CONF.198/3.

³⁴ Joseph Wresinski : « Grande pauvreté et précarité économique et sociale ».